

GUY BOIS

SUR LES CRISES ECONOMIQUES MEDIEVALES

En me proposant pour thème de cette intervention les crises économiques médiévales et leurs incidences dans l'ordre social et culturel, vous me donnez l'occasion de mesurer l'étendue de nos ignorances dans ce domaine.

J'en vois pour premier signe l'absence de toute tentative de synthèse ou d'approche systématique de la notion de crise économique dans l'historiographie médiévale. Il en va de même dans les ouvrages consacrés à l'économie médiévale dans son ensemble, y compris parmi les plus récents.¹ Bien entendu, des crises sont signalées et spécialement celles de la fin du Moyen Age; elles sont qualifiées de crises de subsistances, de crises monétaires... et sont perçues comme des dysfonctionnements plus ou moins accidentels, mais sans qu'aucune théorie de ces crises ne soit esquissée, ni même que le besoin d'une telle théorie soit ressenti.

On pourrait s'interroger longuement sur les causes d'une telle carence. Est-elle imputable aux sources? Pour une part, sans doute. Pour les périodes les plus reculées du Moyen Age sur quelle information s'appuyer quand rien ne permet de saisir les fluctuations de la production et, dans une moindre mesure, celles des prix? Nous disposons certes, à travers les sources narratives et certains textes réglementaires, des mentions de famines ou de difficultés économiques. Mais c'est à l'évidence peu de chose et il faut attendre l'explosion documentaire de la fin du Moyen Age pour bénéficier d'un éclairage plus satisfaisant. Il est d'ailleurs significatif que les historiens des époques modernes, mieux pourvus en sources, aient pris une sensible avance sur les médiévistes en ce domaine, et que nous restions ainsi tributaires, à bien des égards, de leurs réflexions. Ceci dit, si la question des sources est loin d'être négligeable, elle n'explique pas tout et il faudrait surtout s'interroger sur les raisons qui font que le médiéviste reste aujourd'hui singulièrement désarmé dans l'approche de ces problèmes.

Mais tel n'est pas l'objet de mon propos. Me limitant à ce simple constat, je

1. Voir notamment le plus récent et le plus complet d'entre eux, *L'Économie Médiévale*, sous la direction de Ph. Contamine, Paris, 1993.

m'efforcerai, malgré le peu d'éléments disponibles, de faire le point sur les crises du Moyen Age et la manière dont elles étaient perçues. Avec pour préoccupation centrale l'esquisse d'une typologie de ces crises reposant sur la distinction des crises courtes, des crises de longue durée et des «crises-catastrophe».

LES CRISES COURTES

On entendra sous ce vocable les crises de subsistances ou crises d'Ancien Régime ou encore d'ancien type (par opposition aux crises de type nouveau liées à l'émergence du capitalisme au XIX^{ème} siècle). La théorie de ces crises a été produite par les historiens de l'époque moderne: en France, trois noms ont été associés à l'étude de ce phénomène, ceux d'E. Labrousse, de J. Meuvret et de P. Goubert. Le modèle des modernistes ayant été appliqué, implicitement ou explicitement, aux époques antérieures, il convient d'en rappeler les principaux caractères:

1) La crise tire son origine dans les inévitables fluctuations de la production agricole dans une Europe au climat tempéré mais capricieux. Hivers trop rigoureux, printemps trop secs, étés pourris, autant d'aléas pouvant déterminer une chute plus ou moins forte des rendements céréaliers, allant jusqu'à 50% voire davantage. Il s'agit donc ici de crises de sous-production agricole. Elles engendrent dans l'immédiat la disette ou, dans les cas extrêmes, la famine (si la chute de la production a été brutale ou s'il y a eu répétition de récoltes médiocres). Leur effet principal est de court terme, mais des conséquences à moyen terme sont ressenties quand un nombre substantiel d'exploitations agricoles vient à disparaître.

2) La sous-production agricole induit un ensemble de phénomènes économiques et sociaux. Elle est d'abord à l'origine d'un transfert de revenus lié aux réflexes spéculatifs qui se greffent aussitôt sur la pénurie. Les vendeurs de grains en sont bénéficiaires (dans des proportions variables selon leur condition) au détriment des consommateurs (ruraux ou urbains), de sorte que souvent, pour les producteurs, «les mauvaises années sont les bonnes». Mais dans nombre de budgets les ressources monétaires sont mobilisées pour faire face aux besoins alimentaires. Il en résulte ainsi une crise de sous-consommation qui affecte à son tour les activités du secteur secondaire. La crise s'étend donc au-delà de la sphère agraire et prend la forme d'une syncope de l'activité économique globale.

3) Ce mécanisme de transfert de revenus introduit une certaine régularité dans la succession de ces crises. Car si l'apparition de mauvaises récoltes est en soi un phénomène irrégulier, imprévisible et par nature étranger à la notion de cycle, après chacune d'elle un délai est nécessaire pour que les trésoreries se reconstituent et que l'on revienne à un équilibre des prix. En ce sens, la notion de cycle intra-décennal des économies médiévales et modernes se justifie peut-être.

4) La crise courte a aussi des implications démographiques, directes et indirectes.

tes. Directes, par le jeu de la disette ou famine pesant sur les variables du régime démographique: sur la mortalité naturellement, sur la nuptialité (mariages diggérés) et, dans les cas les plus graves, sur la fécondité. Le quotient mortalité/conceptions donne ainsi la mesure de la crise. Indirectes, car la crise de subsistances crée un terrain favorable aux épidémies et a une sur-mortalité plus ou moins forte.

Tel est le schéma classique. Il a fait l'objet de correctifs, voire même d'un certain réexamen.² Ainsi, la sous-consommation industrielle serait moins évidente qu'on ne le pensait, dans la mesure où l'argent perdu par les uns est gagné par d'autres. En outre la conjoncture démographique a une réelle autonomie par rapport à la conjoncture démographique: ainsi, la crise épidémique précède parfois et peut même expliquer la sous-production agricole. Mais ce sont là des retouches qui ne mettent pas en cause l'essentiel du modèle. Dès lors la question est posée au médiéviste: est-il opératoire pour les périodes plus anciennes?

Si nous ne disposons pas des mêmes instruments d'analyse, il est possible de dégager quelques observations:

1) La crise de subsistances est présente dans l'Europe médiévale d'un bout à l'autre de la période: elle donne à la vie rurale son rythme majeur. Nous la percevons, à l'aube du Moyen Age, dans l'énumération des calamités naturelles (grands froids, orages destructeurs) génératrices de disettes et de mortalités que nous livre, par exemple, un Grégoire de Tours.³ A l'autre bout de la période, des sources narratives, tel le *Journal d'un Bourgeois de Paris*,⁴ témoignent de la présence obsédante des calamités agricoles et de leur incidence sur les prix des denrées alimentaires. Certains historiens ont voulu lier la fréquence et la gravité de ces crises à des fluctuations climatiques défavorables. Sans entrer dans le fond du débat, ce serait, me semble-t-il, perdre de vue l'essentiel, que ne pas voir la présence constante de la faim dans la campagne et dans la ville médiévales quelle qu'ait pu être la conjoncture climatique. Ainsi ce «beau XIIIe siècle», souvent opposé à la calamiteuse séquence suivante, n'a nullement été épargné par les disettes comme l'a montré notamment Maurice Berthe pour la Navarre.⁵

2) Le modèle évoqué plus haut n'est pas pour autant transposable sans précautions à l'ensemble de la période médiévale. Distinguons en effet les deux phases que sépare l'An mil. Dans la première phase les crises se développent dans des conditions particulières. Conditions de production d'abord, à savoir des rendements agricoles faibles rendant sans doute plus dramatique la défaillance des ré-

2. Louis, M., Cullen, «History, economic crises and revolution: understanding eighteenth century France», *Economic History Review*, 1993.

3. Grégoire de Tours, *Historia Francorum*, éd. Omont, Paris, 1913; *tr. franç.* par R. Latouche, 1963.

4. A. Tuetey, *Journal d'un Bourgeois de Paris, Soc. hist. de France*, Paris, 1981.

5. M. Berthe, *Famines et épidémies dans les campagnes navarraises à la fin du Moyen Age*, Paris, 1984.

coltes; conditions de marché ensuite, le cloisonnement de l'espace rural accentuant cette dimension dramatique pour les régions les plus éprouvées. Inversement, le caractère embryonnaire de l'économie de marché réduit sans doute l'effet grossissant de la spéculation céréalière. Mais, au total, ces crises, plus directement soumises à des contraintes naturelles ont alors des conséquences sociales plus ou moins irréversibles. Plus que des transferts de revenu elles engendrent des transferts de propriété. Les actes des cartulaires montrent clairement que chaque famine pousse des fournées de petits alleutiers à céder des parcelles de terre à un puissant ou à se placer sous sa protection.

Après l'An mil, on entre par étapes dans une économie de plus en plus animée par des mécanismes de marché. La crise de subsistances prend alors les caractères qui seront encore les siens à l'époque moderne. La vente différée des céréales (par les seigneurs et par certains paysans) pour bénéficier des prix de soudure lui donne une dimension spéculative nouvelle qui accentue les transferts de revenu et induit des effets sur l'économie urbaine.

3) Il est difficile d'apprécier les implications démographiques de ces crises en l'absence de données précises sur les composantes du régime démographique. Elles ne sont évidentes que pour les famines spectaculaires (793, 807, 843, 868, 942, 1005 et surtout 1033)⁶ qui ont retenu l'attention des contemporains car elles s'accompagnaient de phénomènes dépassant la mesure: vagues de cannibalisme, hallucinations collectives, poussées épidémiques.

Que dire de la perception de ces crises par la société? Dans toute la période elles sont interprétées comme des signes de la colère de Dieu et par ailleurs associées à toutes sortes de prodiges et de fléaux. Mais la société n'en a pas pour autant une vision apocalyptique. La crise est trop coutumière pour qu'il en soit ainsi. Et, d'une certaine manière, elle est culturellement domestiquée. On lutte contre elle par des prières, par des pratiques pénitentielles, des jeûnes et des aumônes. On s'efforce en outre de la prévenir par le rituel des Rogations. Il faudra attendre le XIVe siècle pour que s'esquissent des stratégies préventives plus efficaces quand les pouvoirs urbains songent à constituer des réserves alimentaires ou à limiter les effets des flambées des prix alimentaires.

LES CRISES ECONOMIQUES DE LONGUE DURÉE

L'expression «crise de longue durée» peut paraître impropre dans la mesure où nous avons coutume d'associer la notion de crise au temps court. Peut-être conviendrait il mieux de parler de dépression économique. Mais laissons de côté le problème de terminologie pour s'attacher aux réalités.

6. R. Doehaerd, *Le haut Moyen Age occidental, Economies et sociétés*, Paris, 1971.

Si les mouvements de longue durée exigent une attention particulière c'est que leur impact sur la société fut plus considérable, même si les contemporains n'en avaient pas une conscience immédiate. La crise courte était durement ressentie mais elle était suivie d'un retour plus ou moins rapide à l'équilibre. A l'inverse, la dépression de longue durée avait des effets cumulatifs s'étendant sur plusieurs générations et modifiait en profondeur les structures de l'économie et de la société. L'autre raison qui me conduit à m'y arrêter est l'incontestable hésitation à prendre en compte ces fluctuations longues, à en dégager la signification, à en apprécier les conséquences. Mais de quoi s'agit-il ?

Distinguons d'abord, selon leur période, deux types de mouvements. D'une part des mouvements de moyenne durée, sorte de Kondratiev médiévaux, dont chacune des phases s'étend sur vingt à trente ans. Ils se présentent sous la forme d'une alternance de hausses et de baisses des prix et, du même coup, d'effets stimulants puis dépressifs sur l'activité. Leur observation n'est évidemment possible que là où des séries longues de prix ont été établies, en particulier les séries anglaises comme celle de Winchester.⁷ Pour la Normandie, j'en ai naguère proposé une chronologie précise depuis 1280 jusqu'au milieu du XVI^e siècle. Cependant force est de constater que ce phénomène reste aujourd'hui totalement ignoré des spécialistes de l'économie médiévale en dépit de l'incidence considérable qu'il ait susceptible d'avoir eu sur l'histoire générale, y compris dans sa dimension politique. Et c'est encore à un moderniste, J. Grenier, qu'il est revenu d'explorer cette voie de recherche dans sa thèse sur «La formation des prix et la conjoncture économique en France, XVI^e-XVIII^e siècles».⁸ L'origine de ces mouvements reste obscure. Une des hypothèses à examiner serait qu'ils soient en relation avec des ondulations démographiques, elles mêmes liées au rythme (grossièrement trentenaire) de renouvellement des générations; en bref, à l'effet d'écho des générations pleines puis creuses, se répercutant sur le demande et sur les prix. On ne peut non plus écarter l'éventualité de cycles de nature monétaire. Le terrain, on le voit, reste trop inexploré pour qu'il soit possible de s'y attarder plus longuement.

Je retiendrai donc seulement les mouvements longs ou séculaires, les *trends* des anglo saxons, affectant tout à la fois les prix, les salaires, la production et la population. Leur existence est reconnue de longue date, depuis les travaux de W. Abel et de M. Postan. Une chronologie ferme en est établie pour l'ensemble des XIII^e-XVIII^e siècles. Il conviendrait sans doute d'en étendre l'examen aux XI^e et XII^e siècles. A cet égard, de premiers indices recueillis dans le Mâconnais donnent à penser qu'une phase A s'achève vers 1110, pour céder la place à une phase B se déroulant jusque vers 1180. Mais il est clair que pour cette période le

7. M. Postan et J. Titow, «Heriots and Prices on Winchester Manors», *Economic History Review*, 1959.

8. J.-Y. Grenier, *La formation des prix et la conjoncture économique en France, XVI^e-XVIII^e siècle*, thèse Paris 1993, Compte rendu dans *Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 1993.

caractère lacunaire de la documentation exigera des précautions particulières, sans pour autant justifier le moindre renoncement compte-tenu de l'importance du problème. On en restera donc pour l'instant aux seules phases clairement identifiées pour la fin du Moyen Age: la grande phase A du XIII^e siècle, la non moins grande phase B suivante (vers 1315-vers 1460), la nouvelle phase A (vers 1460-vers 1560). La grande crise qui frappe l'Europe dans son ensemble à partir de 1300 et annonce sa mutation dans la modernité de la Renaissance, cette crise que chacun, ou presque, admet aujourd'hui (sauf obscurantisme impénitent), s'inscrit parfaitement dans cette chronologie et a une évidente dimension conjoncturelle.

Mais au delà de l'évidence et du consensus, formulons trois observations relatives à la nature et à la signification des ces mouvements de longue durée:

1) L'interprétation néo-malthusienne qui en a été donnée et qui a longtemps fait figure d'orthodoxie, de manière par ailleurs plus implicite qu'explicite, n'est pas intellectuellement acceptable. Elle consiste à procéder à une confrontation exclusive et unilatérale entre population et ressources dont on conclut que la croissance de la production ne parvient plus à suivre celle de la population, d'où une paupérisation progressive préparant le renversement de la courbe démographique et l'entrée dans la phase B. Cette analyse des cycles de longue durée a une réelle apparence de cohérence et de rationalité qui tranche par ailleurs avec la médiocrité des approches purement empiriques. Mais elle est arbitraire et gravement réductrice dans la mesure où elle privilégie deux variables (sans doute parce qu'elles sont les plus aisément saisissables) et confère, a priori, à leur confrontation une valeur explicative. Les distorsions entre population et ressources dans les phases de croissance de la société médiévale sont certes bien réelles, leurs conséquences sociales non moins indiscutables, et pourtant rien n'autorise à leur conférer un statut de facteur premier ou déterminant, sans les avoir replacées, au préalable, dans le contexte du fonctionnement global de ce système socio-économique. En 1976, j'ai exprimé ce point de vue et la critique de l'analyse malthusienne dans ma contribution au Brenner Debate et me bornerai donc à y renvoyer.⁹

2) La compréhension de ces fluctuations longues (et donc des crises de longue durée) passe, me semble-t-il, par l'analyse des relations entre conjoncture et structures dans l'économie médiévale. Ainsi, par exemple, la contradiction population/ressources tire probablement son origine dans le fait que nous sommes en présence d'une économie rurale reposant fondamentalement sur de petites unités de production (la production paysanne de caractère familial) à très faible capacité d'évolution technique; dès lors, dans un tel système, la croissance est avant tout de caractère extensif, et cette extension dans l'espace, dans des conditions de

9. G. Bois, «Against the Neo-Malthusian orthodoxy», *Past and Present*, 1978.

moins en moins favorables, s'accompagne d'un inévitable déclin tendanciel de la productivité du travail avec tout ce que cela implique, en particulier en termes de paupérisation. Dans une telle perspective la crise de longue durée serait une crise d'essence agraire (repli démographique et repli dans l'espace) s'inscrivant dans la nécessaire autorégulation du système car aucune société ne peut supporter durablement le déclin de sa productivité. La conjoncture serait ainsi fille des structures ou, si l'on préfère, le féodalisme serait porteur d'une conjoncture spécifique dont les fluctuations longues seraient l'élément principal. Le fait que l'on puisse observer dans le long terme une étroite corrélation entre hausse des prix et baisse de la productivité du travail (et inversement) renforce l'hypothèse d'un ancrage structurel de la conjoncture économique médiévale et invite, en tout cas, à pousser l'analyse dans cette direction plutôt que de recourir, par un raccourci théorique arbitraire, à une mystérieuse loi de population pour rendre compte des avancées et des reculs démographiques.

3) Ce qui vient d'être dit ne vise nullement à dissoudre la conjoncture dans les structures. Bien au contraire. Elle peut avoir des racines structurelles tout en ayant son autonomie propre qui lui donne son caractère de mouvement s'entretenant de lui-même, de façon artificielle voire spéculative. Cette dimension proprement conjoncturelle (si j'ose dire) de la conjoncture a été totalement négligée par les médiévistes alors qu'elle pourrait être singulièrement éclairante, ne serait-ce que dans l'analyse de la dépression de la fin du Moyen Age. Craint-on l'anachronisme en transposant la notion de conjoncture dans une société supposée archaïque? Je n'hésite pas un instant, pour ma part, à franchir ce pas et à considérer, par exemple, que la séquence inflation/déflation représente une dimension majeure des deux mouvements de longue durée des XIIIe-XVe siècles; ceci étant dit sans faire la moindre concession à des visions étroitement monétaristes.

En amont, l'inflation: une poussée longue et régulière des prix, stimulante pour l'ensemble des producteurs, accompagnant la croissance du XIIIe, le mouvement inexorable d'une marée montante. Il conviendrait d'analyser comment par de multiples canaux (notamment dans la dialectique du rapport ville/campagne) la croissance a alors nourri la croissance. Arrêtons-nous seulement à l'un des mécanismes les plus significatifs: le crédit. Dans sa forme la plus courante, celui repose sur la rente constituée, garantie par des biens immeubles et permet l'investissement artisanal ou commercial. Voici un mouvement qui s'entretient de lui-même. La poussée des activités (et donc de la population urbaine) entraîne celle des prix de la terre et du bâti; à son tour, le renchérissement des biens immeubles ouvre la voie à de nouvelles avancées du crédit et ainsi de suite... La vigueur du développement urbain a pris appui, dans une large mesure, sur ce tremplin dont on devine aisément la fragilité spéculative: entre le niveau des prix et celui des revenus le fossé ne cesse de se creuser, dangereusement (on notera, en passant, que dans le Paris de Philippe le Bel les premiers mouvements sociaux ont trait au montant

des loyers). Ainsi s'est constituée ce que nous appellerions aujourd'hui une « bulle » destinée à éclater dès l'apparition des premières difficultés, en l'occurrence, l'arrêt de la croissance.

En aval, la déflation est l'inévitable réplique à la déflation. Elle contribue certainement à donner une dimension tragique à la crise du XIV^e siècle. De même que l'inflation, elle est un mouvement qui s'entretient de lui-même et chemine longuement, en dépit des résistances que les possédants, notamment, lui opposent. D'abord, les actifs immobiliers (urbains ou ruraux) se déprécient. Le crédit garanti par ces actifs faiblit et renchérit. Nombre de revenus sont affectés par ce mouvement de recul. Les activités productrices sont pénalisées à leur tour. Le mouvement européen des prix en porte témoignage: la déflation, amorcée en 1315/1316, s'est poursuivie jusque vers 1460. Ne retenons d'ailleurs pas sa seule dimension catastrophique car elle a créé les conditions de la reprise et des mutations agraires, industrielles et commerciales qui prennent corps dans la deuxième moitié du XV^e siècle.

Sans nous attarder davantage sur ce phénomène, on en retiendra la nécessité d'approfondir la recherche sur les mouvements de longue durée (qui ont rythmé notre histoire générale) sans s'endormir sur le mol oreiller du modèle malthusien. Leur double exploration, structurelle et conjoncturelle, est à peine amorcée. Le passage d'une « histoire économique », réduite à la simple description empirique de faits économiques épars ou arbitrairement associés, à une histoire économique digne de ce nom ne peut en faire l'économie.

LA CRISE-CATASTROPHE

Je crois devoir distinguer ce troisième type de crise des deux précédentes en raison de leurs particularités et de leur gravité. Mais elles ne sont pas sans liens avec elles; elles s'inscrivent au cœur des dépressions de longue durée dont elles représentent les temps forts. A partir du cas français, l'oeil du cyclone aux XIV^e et XV^e siècles, examinons leur chronologie et leurs caractères.

1) La chronologie.

Le mouvement de la population française de 1300 jusque vers le milieu du siècle suivant est aujourd'hui à peu près connu grâce à une série de monographies régionales. Le déficit démographique est enfin apparu dans sa dimension assez effrayante: de l'ordre des trois quarts pour les campagnes parisiennes, normandes ou provençales. Mais il convient aussitôt d'observer que ce bilan n'est pas atteint à la suite d'une glissade continue, degré par degré. Quand nos sources permettent de saisir l'ensemble du processus (Normandie, Languedoc) elles mettent en évidence des effondrements brutaux, bien circonscrits dans le temps et séparés par des phases de rémission voire de récupération partielle.

Le premier effondrement s'amorce avec les disettes de 1346/1347, prend une

ampleur gigantesque avec la pandémie de 1348/1349, puis, après une courte accalmie, se poursuit jusqu'en 1360 dans un tumulte de troubles multiples, militaires, politiques, sociaux, monétaires. Soit environ treize années terribles qui voient disparaître jusqu'à la moitié de la population. Le deuxième effondrement n'intervient qu'un demi-siècle plus tard, vers 1415, à l'occasion de la reprise des hostilités franco-anglaises, et culmine dans les famines et épidémies de 1418/1419 avec un bilan démographique presque comparable au précédent. Quant au troisième, son signal est donné par la famine, de dimension européenne, de 1438/1439.

2) Leurs caractères.

On ne saurait qualifier ces grans «accidents» de crises économiques, même si la famine est chaque fois présente. Il serait aussi inexact de les réduire à leur seule composante épidémique malgré l'évidente sévérité de celle-ci. Chacun d'eux s'accompagne d'un déchaînement de violence. J'emploie ici ce mot de préférence à celui de guerre. Non pour en nier l'incidence, tout aussi évidente. Mais l'explosion de violence a un caractère plus général; elle prend des formes multiples: guerre civile, brigandage. Ces crises sont des phénomènes de désintégration sociale qu'aucune autorité ne parvient à maîtriser. Elles diffèrent ainsi qualitativement des crises courtes évoquées plus haut. Famine, épidémie, violence n'additionnent pas simplement leurs effets, elles les multiplient en une spirale meurtrière. Ne conviendrait-il pas de voir dans ces explosions le produit des tensions accumulées dans le temps long, c'est-à-dire dans la grande dépression ou déflation du XIVe siècle?

Plus que jamais de tels événements ont nourri dans la conscience des contemporains un sentiment de culpabilité, entretenu par un discours idéologique, un discours d'ordre et de réarmement moral dont les principaux protagonistes furent les ordres mendiants: les calamités subies répondaient à l'énormité des fautes commises, comme autant de châtements justifiés. N'y voyons pas une conscience de caractère apocalyptique qui impliquerait la volonté de faire table rase d'un ordre mauvais et d'ouvrir une perspective nouvelle. Rien de semblable à la mobilisation des masses de la fin du Xe siècle devant un ordre vermoulu, exsangue. Bien au contraire, passées les années 1380, les masses seraient plutôt accablées, désorientées, sans perspectives. Le mouvement social, si vif auparavant, s'essouffle et fait place à la lutte des factions qui en est la négation la plus parfaite. Les élites dirigeantes, nobles et bourgeoises, mettent un terme à leurs oppositions pour mieux asseoir leur autorité sous l'aile protectrice du Prince dont la montée en puissance semble être la réplique directe du choc subi par la société. De ce point de vue, l'étude des crises médiévales ne doit pas être confinée dans la seule sphère économique. On peut pressentir son influence très profonde sur le mouvement même de la société.